

NEWSLETTER

VENDREDI 04 OCTOBRE 2019 | **ACTUALITÉS - ÉCONOMIE/BUSINESS**

SYNTHÈSE DES ACTUALITÉS #N°9



NEWS RDC



NEWS INTERNATIONALES



ACTU DES MEMBRES/CCIFC



New York : Félix Tshisekedi s'est entretenu avec Donald Trump

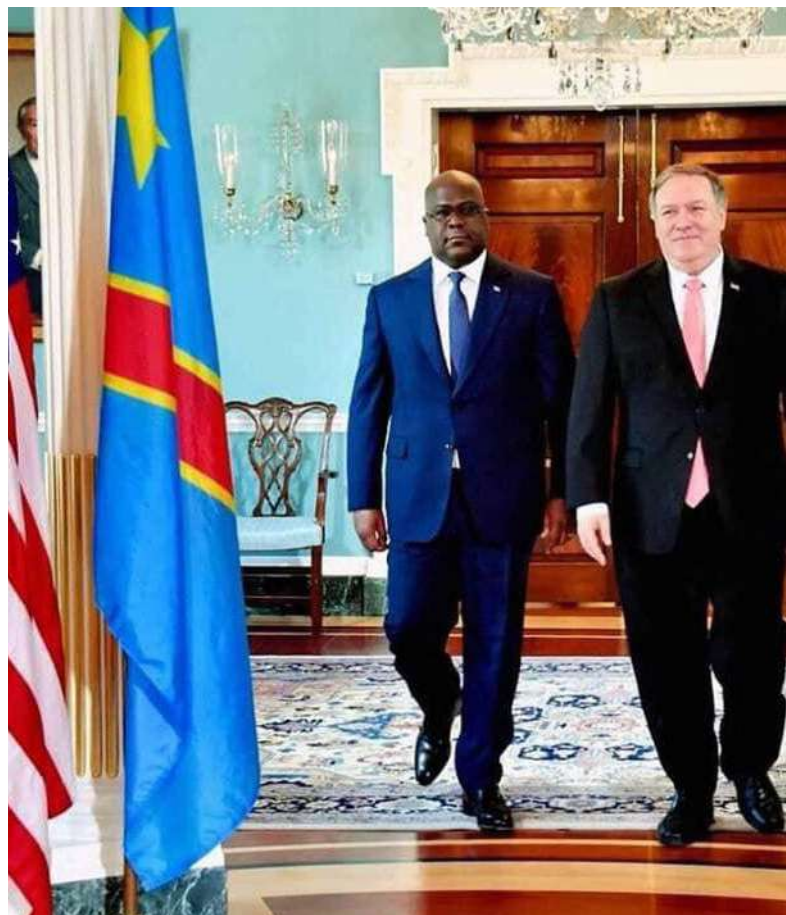
En visite officielle aux Etats-Unis depuis la semaine dernière, le président de la république Félix Tshisekedi s'est entretenu avec son homologue américain Donald Trump.

Selon l'ambassade américaine à Kinshasa qui annonce la nouvelle, les USA sont déterminés à accompagner le chef de l'Etat congolais dans sa lutte contre la corruption et se disent favorables pour l'accroissement des investissements américains en RDC.

« Les Etats-Unis soutiennent la vision du président Tshisekedi d'un Congo meilleur à travers notre partenariat privilégié pour la paix et la prospérité. Nous sommes déterminés à lutter contre la corruption, accroître les investissements américains & bâtir un avenir meilleur pour nos 2 peuples », peut-on lire sur le compte twitter de l'ambassade des USA à Kinshasa. Au cours de cette rencontre tant souhaitée, Félix Tshisekedi a aussi échangé avec plusieurs personnalités de l'administration Trump.

Peu avant, le chef de l'Etat avait rencontré les patrons des institutions de Bretton Woods, ceux de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

En avril dernier, le chef de l'Etat a effectué une visite de travail aux Etats-Unis sur invitation du gouvernement américain. Félix Tshisekedi n'a pas rencontré son homologue Donald Trump, durant son séjour de 3 jours, du 3 au 5 avril ; ce qui a suscité énormément de commentaires dans l'opinion nationale.





Mission du FMI en RDC : l'institution prête à offrir son expertise pour un budget réaliste

Le Fonds Monétaire International se dit disponible à offrir son expertise et ses conseils pour que la RDC dispose d'un budget réaliste. C'est ce qui ressort, principalement, des échanges de ce mardi 1er octobre 2019 entre le Premier ministre Sylvestre Ilunga et la Mission du FMI conduite par Mauricio Vilafuerte. Les discussions ont planché également sur l'examen de l'exécution du budget 2019 et les préparatifs du projet du budget 2020, ainsi que les observations et les étapes préliminaires de la mission du FMI.

Au cours de cette séance de travail, l'équipe d'experts arrivée à la fin de sa mission, est venue faire au chef de l'exécutif la restitution des différents contacts avec les responsables du gouvernement, après une courte visite de travail à Kinshasa. Cette visite s'inscrit, en effet, dans le cadre de la coopération active entre le FMI et la RD. Congo.

Après cela s'est tenue la désormais traditionnelle réunion de conjoncture économique présidée par le Premier ministre Ilunga Ilunkamba à la Primature.

Le Ministre d'Etat en charge de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique, sur demande du Premier Ministre, a exposé les faits constatés dans les écoles publiques, depuis la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire en RDC. Sur ce dossier, le Vice-premier ministre en charge du Budget a annoncé que lors du prochain Conseil des ministres, de nouveaux ajustements et mesures d'encadrement seront présentés et analysés.

"Nous avons aussi examiné quelques priorités liées à la défense de notre pays pour la sécurité à l'Est. Mais aussi la note du Gouverneur de la Banque Centrale du Congo sur le financement du déficit du troisième trimestre 2019 parce que l'exercice se solde par un déficit", a laissé entendre Jean Baudouin Mayo.

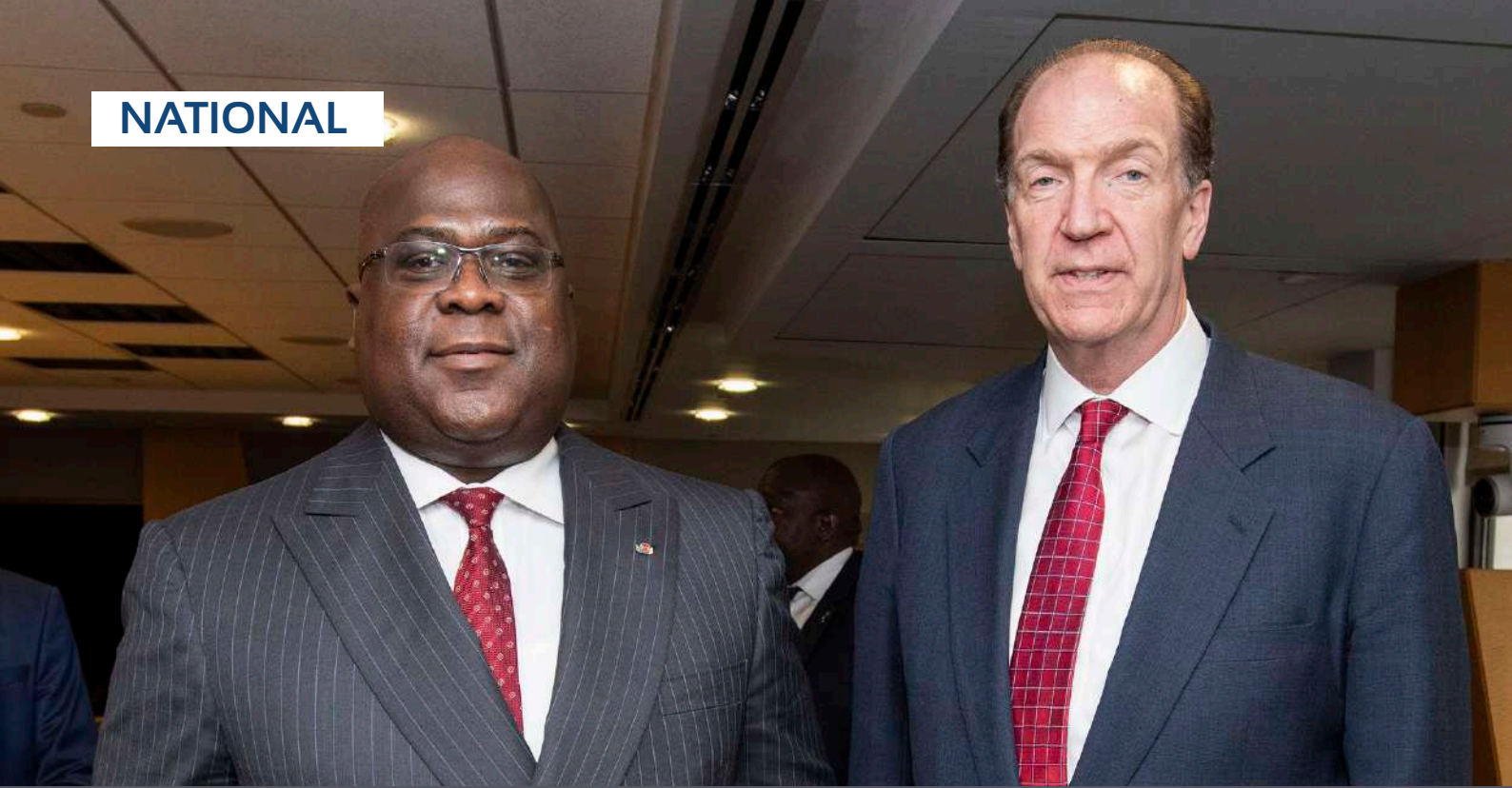
Le gouvernement s'engage à couvrir ce déficit, car cela peut avoir des répercussions fâcheuses jusqu'à la fin de l'année 2019. Le projet du Budget pour l'exercice 2020 a été à nouveau examiné au cours de cette réunion de conjoncture économique. A ce sujet, l'option sera levée définitivement au cours du Conseil des Ministres de ce vendredi avant son dépôt au bureau de l'Assemblée Nationale.

Aussi, ils ont passé en revue les mesures retenues lors de la réunion de conjoncture passée.

Retenons que les réunions du comité de conjoncture sont dessinées à préparer les réunions du Conseil des ministres. Et ce sont les décisions de ces dernières qui sont rendues publiques.

Les Vice-Premiers Ministres du Budget, Jean Baudouin Mayo, Elysée Munembwe en charge du Plan, les Ministres d'Etat à l'EPST, Willy Bakonga, le ministre de la Défense Nationale, Aimé Ngoy, le Vice-ministre des Finances, Junior Mata, ainsi que le délégué de la Banque Centrale du Congo ont tous participé à cette séance de travail.

Source : La Prospérité / MCP, via mediacongo.net



La Banque mondiale envisage d'augmenter à 1 milliard USD son appui à la RDC

A bordant la question de l'appui aux 4 provinces [Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Kasai central], Jean-Claude Tchatchouang indique que « de manière générale, nous sommes encore en train d'affiner notre partenariat avec la RDC. À titre indicatif, je peux dire que nous avons jusqu'ici une enveloppe d'à peu près 600 millions des dollars par an et nous voulons augmenter cette enveloppe à 1 milliard par an ».

Pour le directeur exécutif du conseil d'administration du groupe de la Banque mondiale représentant une vingtaine des pays d'Afrique, « nous n'avons pas encore défini dans les détails quels sont les points d'appui mais en écoutant les gouverneurs de province, nous avons une idée et on va poursuivre ces discussions ».

Agir dans le temps

Et d'ici là fin de l'année ou début 2020, indique l'économiste camerounais, « nous pouvons arrêter quelque chose de plus précis. Dans les tous prochains mois déjà, nous allons appuyer le Président [de la République] sur la question de la gratuité de l'éducation ».

Jean-Claude Tchatchouang promet que dans « les prochains mois, il y aura des projets qui viendront au conseil d'administration de la Banque mondiale dans ce sens là et avec l'appui budgétaire. Vous verrez cela va aller vite », a-t-il déclaré.

Quelles conditions pour l'obtention de cet appui?

Évoquant les projets à financer, Jean-Claude Tchatchouang qui mentionne particulièrement la décentralisation, explique que s'agissant des

conditions de l'appui de la Banque mondiale à la RDC, « nous discutons encore avec nos partenaires du Fonds monétaire international parce que nous voulons aussi un cadre macroéconomique qui soit acceptable ».

Il précise aussi que « nous ne pouvons pas travailler au Congo comme nous travaillons ailleurs. Il y a toutes ces questions de la décentralisation que nous avons évoquées mais également celle de l'intégration régionale, parce qu'il y a la dimension de la paix qui est importante, mais aussi de la zone de la libre-échange continentale qui a été approuvée par l'union africaine ».

La Banque mondiale n'est pas le seul partenaire, poursuit-il : « Nous allons discuter d'un volet important de ce que nous, nous allons faire. Nous ne voulons pas travailler uniquement à Kinshasa. Nous voulons toucher aussi d'autres régions surtout celles qui sont affectées par la crise et où il y a des grandes poches de pauvreté. Et c'était très important de consulter avec les gouverneurs de province pour pouvoir recueillir aussi quelles sont leurs préoccupations ainsi que les domaines dans lesquels la Banque mondiale peut intervenir », explique Jean-Claude Tchatchouang.

L'heure est à l'intensification du dialogue entre la RDC et la Banque Mondiale après la rencontre, lundi dernier à Washington, entre le chef de l'État et le Président de la Banque Mondiale. « J'ai assuré le Président Tshisekedi que le groupe de la Banque Mondiale continuera d'aider la RDC à faire face au problème du virus Ebola et à d'autres problèmes de développement urgents », a déclaré sur Twitter David Malpass, à qui le chef de l'État a promis « une rupture avec le passé, de la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et la diversification de l'économie ».

Aurevoir Monsieur le Président

L'ancien Président de la République Française, Jacques Chirac, est mort ce jeudi matin à l'âge de 86 ans. Il aura marqué la politique française par sa longévité et son charisme. La Chambre de Commerce et d'Industrie Franco Congolaise a aussi pu devenir ce qu'elle est aujourd'hui grâce à son intervention. C'est un honneur que d'avoir figuré modestement, mais de manière décisive pour nous, sur sa feuille de route lors de l'un de ses voyages au Congo-K. Nous adressons toutes nos condoléances à sa famille, ses proches et au peuple français, et leur assurons de notre tristesse de voir s'éteindre avec lui une page de notre Histoire commune.





Lutte contre Ebola et Accord-Cadre d'Addis-Abeba au cœur de deux réunions à l'ONU

Le Chef de l'État congolais, Félix Antoine Tshisekedi a pris part, ce mercredi 25 septembre 2019 au siège de l'ONU, à deux réunions déterminantes portant respectivement sur la lutte contre Ebola en Rd Congo et l'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord Cadre d'Addis-Abeba.

Ces rencontres en marge de la 74^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies ont permis au président de la République de donner ses orientations et ses attentes sur les questions à l'ordre du jour.

La première réunion s'est tenue à l'initiative du Secrétaire d'Etat américain à la Santé. Elle a eu le mérite de mettre autour d'une table les ministres sectoriel de la sous-région et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) afin de faire le point sur la lutte contre l'épidémie à virus d'Ebola qui sévit actuellement dans une partie de la Rd Congo.

C'est dans ce cadre que Félix Antoine Tshisekedi est intervenu pour évoquer les efforts déployés jusque-là dans le cadre de la riposte contre Ebola dans son pays. Les résultats présentés par lui sont satisfaisants pour les partenaires qui ont réitéré leur accompagnement à la Rd Congo. Le ministre congolais de la Santé publique et le Docteur Muyembe ont assisté à cette réunion.

La seconde rencontre aura été celle du Groupe de contact international des parties prenantes à l'Accord Cadre d'Addis-Abeba. Cette réunion avait été coparrainée par le président congolais et le premier ministre belge.

Les délégués ont pu évaluer la mise en œuvre du processus et réengager les parties prenantes pour une nouvelle impulsion dans la concrétisation dudit accord afin de restaurer la paix et la sécurité dans la sous-région des Grands Lacs.

Pour sa part, Félix Antoine Tshisekedi a affirmé prendre très au sérieux les défis liés à la paix et à la sécurité en RDC mais aussi de la stabilité dans la région.

" Je travaille inlassablement pour remédier durablement à la préoccupante situation sécuritaire qui perdure et c'est dans ce sens que j'ai tenu à redynamiser le mécanisme de suivi de l'accord cadre d'Addis Abeba", a-t-il déclaré.

Il a été chaleureusement et unanimement félicité par tous les participants pour son implication personnelle dans la coopération et le dialogue régional. La facilitation dans la résolution de la crise rwanda-ougandaise en est une illustration parfaite.

A propos de la MONUSCO, Félix Antoine Tshisekedi a souhaité le renouvellement son mandat à condition d'un réajustement dudit mandat. Il a proposé que cette mission devienne un Centre de coordination des opérations de maintien de paix en Afrique et le siège des instances politiques de l'ONU dans la région des Grands lacs.

La ministre d'Etat chargée des Affaires étrangères, le directeur de cabinet adjoint du chef de l'Etat ainsi que le coordonnateur du mécanisme national de suivi de l'Accord de paix ont rehaussé de leur présence.

Source : zoom-eco.net



Tshisekedi s'entretient avec Georgieva à Washington

Le chef de l'État, Félix Antoine Tshisekedi vient de s'entretenir avec la nouvelle directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. D'après l'ambassadeur itinérant du chef de l'État, Luc Gérard Nyafe la réforme fiscale était l'un des points abordés.

Cette rencontre qui a eu lieu au l'Hôtel Willard intervient quelques heures avant sa prise de fonctions à la tête de cette institution financière mondiale prévue ce 1er octobre 2019.

De cette rencontre de nature non officielle, l'on croit savoir que les dossiers prioritaires de la Rd Congo liés au renforcement de la coopération bilatérale avec le FMI ont été évoqués.

Lors de sa première mission à Washington en avril dernier, Félix Antoine Tshisekedi avait réussi à réactiver le partenariat stratégique avec le FMI.

Dans la suite de cette relance de partenariat, une mission des consultations au titre de l'article IV a été effectuée en Rd Congo et le rapport présenté par l'équipe d'experts conduite par Monsieur Villafuerte a été approuvé par le Conseil d'administration du FMI avec une série de recommandations au Gouvernement congolais pour l'amélioration de la gouvernance économique et financière de la RDC.



Source : zoom-eco.net



La Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Congolaise fait sa rentrée

La Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Congolaise (CCFI) a fait sa rentrée ce vendredi 27 septembre 2019. Cette rentrée faite en présence de l'Ambassadeur de France en RDC était une occasion pour dresser le bilan des activités organisées durant cette année et aussi envisager le programme de 2020.

L'année 2019 a été riche en événements où la France a eu à intervenir.

La semaine Française de Kinshasa est le premier sur cette liste. Pour l'Ambassade de France et ses conseillers du commerce extérieurs de la France en RDC (CCEF) le bilan est largement positif. Plusieurs éléments ont concouru à cette réussite, il y a notamment la participation des intervenants de haut niveau ; de conférences et ateliers avec de thématiques riches. Un autre élément majeur, c'est la présence de Grégory Clemence, du Directeur Général International de Proparco qui est une filiale de l'AFD, Agence Française de Développement. Grâce à la présence de Proparco, de diverses rencontres BtoB ont à certaines start-ups locales de nouer de partenariats.

DRC Mining, c'est le deuxième événement auquel la France a pris une part active. Pour montrer l'intérêt des opérateurs français dans l'économie congolaise, un pavillon de la France était installé à l'hôtel Karavia où s'est tenue la DRC Mining.

Cette rentrée de la CCFI a permis à François Pujolas, Ambassadeur de France en RDC de féliciter la chambre du commerce pour son dynamisme, rayonnement et surtout sa présence dans les grandes villes de la RDC, à savoir Kinshasa, Goma, Lubumbashi,

Et comme perspectives, comme l'indique Madame Sophie Oliver, DG de CCFI, il y a une soirée dédiée à la femme prévue au mois de mars 2020,

toujours dans la lignée de la volonté de renforcer son leadership et sa confiance en elle. Il faut aussi noter la tenue de la Semaine Française de 2020 à Kinshasa avec un concept un peu différent centré sur le BtB mais aussi sur l'expérience visiteur. La CCFI prévoit enfin un pavillon France à la DRC Mining Week plus beau, plus grand et plus frenchie.





SFA
Société Financière d'Assurances

CANaux DE DISTRIBUTION

- Développement d'un réseau d'**intermédiaires agréés** (courtiers et agents généraux)
- Développer un courant d'affaires régulier avec les courtiers locaux
- Road show collectif
- Evaluation régulière de tous les courtiers et agents généraux (activité commerciale, qualité des informations des dossiers de soumission, statistique des sinistres etc)
- Partenariat acquis avec les maisons de courtage AIB, Okapi Assurances, GrasSavoye ASK Directeur et Ascoma

ASCOMA
Assurances, Réassurance & Broker

AIB

OKAPI
Assurances

ASK
Assurances

SFA Congo - 2019

15

RDC : SFA réunit les trois qualités d'un opérateur d'assurance agréée par ARCA

La Société financière d'assurance (SFA) réunit les trois qualités d'un bon opérateur d'assurance agréée par le régulateur congolais. Le directeur général de l'Autorité de régulation et de contrôle d'assurances (ARCA), Alain Kaninda a évoqué ces atouts lors de la soirée de présentation officielle de cet assureur qui partage avec quatre autres sociétés ce marché concurrentiel d'assurances. La cérémonie a eu lieu, ce 16 septembre 2019, dans la salle Le Capitole de l'Hotel Rotana à Kinshasa.

Pour jauger lesdites qualités, l'ARCA affirme avoir défini des critères qui lui ont permis en amont d'accorder l'agrément à la SFA dans le lot des premières sociétés opérationnelles sur le marché des assurances libéralisé ; et en aval, de faire un bon suivi et évaluation du comportement de ces sociétés.

La capacité technique et financière est ce premier indicateur servant à redonner confiance aux opérateurs économiques et aux particuliers constituant la clientèle. Si le marché congolais est caractérisé par une évasion de plus de 90% contre une offre locale adaptée et conséquente, la SFA et les autres opérateurs d'assurances ont donc le devoir de continuer à présenter sur le marché une capacité d'absorption pour rassurer leurs clients.

Le local content. Il s'agit d'après Alain Kaninda d'un impératif pour les sociétés agréées de réserver des postes de hautes responsabilités aux compétences locales (nationales) dans la direction ainsi que dans l'actionnariat.

Enfin, l'Inclusivité dans l'offre de services. Toutes les sociétés d'assurances comme la SFA ont l'obligation de tenir compte de la classe moyenne qui a aussi besoin de recourir à leurs services.

" La libéralisation du secteur des assurances est un signal fort pour attirer les investisseurs au pays et ce secteur prometteur est l'un sur qu'ils gouvernement compte pour booster l'économie de la RDC", a insisté Alain Kaninda.

ANNUAIRE DES MEMBRES -2019-



Réseau **d'affaires**
international



 **CCI FRANCO
CONGOLAISE**

www.ccife-rdcongo.org

Les exemplaires à récupérer à la Chambre